

**Conseil exécutif de l'ACEP**  
**Compte rendu de la réunion du 30 octobre 2013**  
**Bureau national de l'ACEP**  
**Salle de conférence**  
**17 h**

**Présences :** C. Poirier (présidence), B. Black, J.-L. Bourdages, R. Brockington, A. Butler, C. Creran, S. Gagnon, N. Giannakoulis, L. Haméon, S. Jaroudi, A. Kurikshuk-Nemec, S. Mullen, A. Picotte, C. Danik, J. Ouellette et D. Martin.

**Absences justifiées :** G. Phillips, L. Whitmore.

**1) Points aux fins d'approbation**

**1 a) Ordre du jour**

**Résolution :** Il est proposé par C. Creran et appuyé par A. Picotte d'adopter l'ordre du jour.  
**Résolution adoptée à l'unanimité.**

**1 b) Rapport du Comité d'audit**

S. Maguire présente le rapport. Le Comité soulève cinq enjeux dans son rapport.

1) Régime de retraite des employés. Le comité s'est dit préoccupé par les obligations éventuelles prises par l'ACEP au sujet de la caisse de retraite des employés. Nous croyons que la nouvelle note 4 explique avec plus de clarté aux membres de l'ACEP ces obligations et dépenses éventuelles reliées au régime de retraite.

2) Placements. Le comité note que l'ACEP a d'importants placements en obligations de durées apparemment longues. Le comité suggère que le Comité des finances revoit le portefeuille de placements de l'ACEP afin de veiller à tenir compte de la volatilité éventuelle du marché des obligations.

3) Dépenses de déplacement. Le comité a consacré du temps à tenter de présenter clairement les dépenses de déplacement du président. Nous croyons que la note 7 sur les dépenses de déplacement fait une distinction plus claire entre les déplacements reliés à sa résidence et les déplacements reliés au travail.

4) Plans de transition pour les employés. L'an dernier, le comité a exprimé des préoccupations au sujet des plans de transition apparemment inadéquats concernant le poste d'agente des finances. Après en avoir discuté plus à fond avec les auditeurs, il semblerait que le problème ne soit pas aussi grave qu'à première vue. Le comité continuera de surveiller ce problème à l'avenir.

5) Processus suivi par le comité. L'ajout d'une troisième réunion cette année a été perçu comme immensément utile pour que le comité mène son travail à terme. Pour l'avenir, nous suggérerions que les trois réunions soient inscrites dans le budget de l'ACEP.

Question : Le Comité a-t-il rencontré séparément l'auditeur en l'absence de la direction?

Réponse : Oui, c'est une pratique normale de rencontrer l'auditeur séparément.

[Début du huis clos : 17 h 15]

**1 c) Compte rendu du huis clos du 25 septembre 2013 (huis clos)**

[Fin du huis clos : 17 h 16]

**1 d) Compte rendu de la réunion extraordinaire du 11 septembre 2013**

**Résolution :** Il est proposé par S. Mullen et appuyé par A. Picotte d'adopter le compte rendu.  
**Résolution adoptée à l'unanimité.**

**1 e) Compte rendu du 25 septembre 2013**

Des corrections mineures sont apportées.

Il est demandé de ramener à la réunion de novembre pour décision finale la question concernant « Votes par appel nominal sur les questions importantes dans les comptes rendu du CEN ».

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par J.-L. Bourdages d'adopter le compte rendu, avec modifications.

Pour = 10, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

**1 f) Nomination au Comité des finances**

**Résolution :** Il est proposé par R. Brockington et appuyé par L. Haméon d'approuver la nomination de K. Chao comme nouveau membre du Comité des finances.

Il est demandé que M<sup>me</sup> Chao remplisse le formulaire de demande et l'envoie au bureau national pour les dossiers.

Pour = 11, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

**1 g) Nomination de bénévoles au comité de négociation BdP**

**Résolution :** Il est proposé par J.-L. Bourdages et appuyé par A. Picotte d'approuver la nomination de D. Valiquet, A. Smith et H. Porteous comme membres du comité de négociation BdP. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

**2) Suivis**

**2 a) Politique des prix de l'ACEP**

Point reporté.

**2 b) Politique de sécurité du CEN**

La politique sera déposée à la réunion de novembre.

## **2 c) Ajout proposé aux Statuts de l'ACEP – Comité RH**

- Quels types d'enjeux le comité examinerait-il?
- Quel niveau d'intervention le CEN souhaite-t-il avoir?
- Quel rôle le CEN a-t-il pour relayer des observations ou rétroactions au personnel de direction?
- Faut-il établir un mandat et fixer des objectifs?
- Le Comité examinerait le contrat du président à chaque mandat.
- Les employés feraient l'objet d'un examen annuel.
- Communiquer avec d'autres syndicats pour voir ce qu'ils font et s'ils ont un comité RH.
- Préoccupations au sujet des employés, car ils sont soumis à une convention collective.

**Résolution** : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par L. Haméon qu'un comité extraordinaire soit créé pour examiner les questions et risques actuels en matière de RH, d'étudier les meilleures pratiques d'autres syndicats et présenter au CEN à la réunion régulière de mars 2014 des recommandations sur les suites à donner. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Les membres du comité extraordinaire sont : R. Brockington, A. Butler, C. Creran N. Giannakoulis, A. Kurikshuk-Nemec, G. Phillips, A. Picotte et C. Poirier.

## **2 d) Mise en œuvre du processus d'enquête**

Les recommandations sont mises en œuvre.

## **3) Questions de fond aux fins de discussion**

### **4) Rapports**

#### **4 a) Rapport du Président**

Le gouvernement a fait l'annonce de ses priorités d'ici la prochaine élection dans le cadre du discours du Trône, une version plus ou moins remâchée des discours précédents. La loi de mise en œuvre du budget nous permet maintenant de comprendre quelles étaient les intentions du parti au pouvoir. Les syndicats et la fonction publique sont encore des cibles de choix : disparition du recours à l'arbitrage en cas d'impasse à la table de négociation; modification des règles s'appliquant aux autres types d'arbitrage; fin de la négociation des services essentiels; fin de la recherche sur les traitements à la Commission des relations de travail; etc. En gros, si la balance penchait déjà en faveur de l'employeur, elle vient de basculer complètement. On annonce de nouvelles compressions ainsi que le remplacement des congés de maladie par un régime d'invalidité à court terme. Que pourrions-nous faire pour nous y opposer.

L'ACEP a pris le leadership dans le dossier des congés de maladie. Nous avons eu une première rencontre le 17 octobre et en aurons une autre demain. L'objectif de ce comité consiste à établir une stratégie commune face au gouvernement. Avec la ronde de négociation qui s'approche dans nos trois groupes, il est important de savoir dans quelle direction nous allons. En ce qui a trait à la loi budgétaire, les agents négociateurs ont décidé de se rencontrer d'urgence pour discuter de la façon de répliquer au gouvernement en place. Au moment d'écrire ces lignes, la réunion n'avait pas encore eu lieu.

Comme je vous l'annonçais le mois dernier, nous avons repris nos visites auprès des parlementaires. Nous avons eu l'occasion de parler d'affaires étrangères, plus particulièrement de la fusion de l'ACDI avec les Affaires étrangères; nous avons parlé de la qualité du français au gouvernement fédéral et de la survie du Bureau de la traduction; nous avons parlé des attaques du gouvernement contre sa fonction publique et contre les syndicats. Ces rencontres se poursuivront au cours de l'année pour sensibiliser les députés de tous les partis aux problèmes de nos membres. Il est juste dommage que les députés conservateurs refusent de nous rencontrer, à commencer par mon propre député, Steven Blaney.

Enfin, les consultations sur l'exercice de réflexion et de vision ont commencé avec les présidents des sections locales et se poursuivront avec les dirigeants des sections locales, la semaine prochaine. Une liste de question a été établie, cela nous permettra de préciser davantage l'orientation du mouvement.

#### **4 b) Rapport du Directeur général des politiques**

##### **Négociations – Généralités**

##### **Négociation collective EC**

- Le comité s'est réuni deux fois. La première réunion a été une séance de formation pour les membres qui participaient pour la première fois au processus de négociation et a eu lieu le 2 octobre.
- La deuxième réunion, le 3 octobre, a été une séance de remue-méninges; le but était de donner aux membres une première occasion de s'exprimer sur la question de la négociation dans l'environnement de travail actuel. Le comité a examiné la structure d'un premier questionnaire de consultation des membres. Il a été décidé de préparer un questionnaire plus court, plutôt que long.
- Dans le but de formuler une question sur les priorités, les membres du comité ont décidé de soumettre une liste préliminaire au Comité consultatif sur la négociation collective EC (CCNC EC). Le comité rencontrera le CCNC EC dans la semaine du 11 novembre pour obtenir une rétroaction sur la liste des priorités et un autre sujet

##### **Comité consultatif sur la négociation collective EC**

- Le CCNC EC s'est réuni le 24 octobre pour une séance de formation.
- Il se réunira avec le CNC EC dans la semaine du 11 novembre.

##### **Négociation collective TR**

- Le comité TR s'est réuni les 8 et 9 octobre. Il a terminé la première ébauche d'un questionnaire, qui sera traduit et soumis pour commentaires au CEN en novembre.
- Les membres TR seront invités à répondre au questionnaire à la mi-janvier.

##### **Norme de classification EC**

- Le Conseil du Trésor a informé l'ACEP qu'il amorçait, à la demande des ministères, un exercice de rédaction de descriptions de postes repères (DPR) pour la norme de classification EC.
- Les DPR étaient la base des normes ES et SI. L'examen de la norme de classification EC qui a été fait de 2002 à 2009 visait dans une grande mesure à s'éloigner des DPR et à utiliser plutôt les exemples d'activités de travail (les EAT).
- Les ministères seront invités à participer à la rédaction des DPR.
- L'ACEP a exprimé des préoccupations à savoir que l'ajout de DPR à un ensemble complet et intégré d'outils de classification pourrait avoir des résultats négatifs non désirés. La norme actuelle n'a pas été conçue pour les DPR.
- L'ACEP a demandé d'être tenue au courant des développements et de recevoir les instructions qui seront données aux spécialistes de la classification qui expliqueront l'utilisation des DPR.

### **Comité mixte BdP-ACEP sur les départs**

- Il est devenu évident pour l'ACEP et bien compris par l'employeur que des membres de l'ACEP quittent la Bibliothèque à un rythme anormalement élevé.
- L'ACEP et l'employeur se sont engagés à explorer les motifs des départs qui se sont produits dans le passé et des départs éventuels dans le futur.
- Le comité mixte s'est réuni une première fois le 17 octobre et explore les données dont il aura besoin et les outils pour recueillir ces données.
- Les dossiers des entrevues de fin d'emploi sont partagés avec l'ACEP, confidentiellement.

### **Consultations BdP-ACEP : politique de réaménagement des effectifs**

- La BdP et l'ACEP examinent la politique de la Bibliothèque qui s'applique aux membres de l'ACEP.
- L'ACEP formulera des observations dans le but de rédiger une nouvelle politique.

### **Groupe de travail internes**

- Gestion du rendement
  - Un premier document est terminé. Il s'agit d'un document d'information sur la façon de participer proactivement au processus de gestion du rendement. Il est en traduction et sera bientôt prêt pour distribution.
  - Un deuxième document, sur les recours possibles lorsque le rendement est jugé insatisfaisant, est en cours de préparation et sera prêt à être distribué d'ici quelques mois.
  - Le nouveau système de gestion du rendement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014.
- Milieu de travail 2.0
  - Des représentants de l'ACEP ont visité le site du projet pilote du CT et ont parlé aux gestionnaires sur place de même qu'à un membre qui travaille dans le nouvel environnement.

- Nous avons eu une séance d'information sur les principes sous-jacents à l'organisation de l'espace. Nos questions ont surtout porté sur le processus afin de comprendre comment les principes sont opérationnalisés.
- Nous avons aussi quelques questions découlant de notre recherche sur les différents processus de pensée et les environnements physiques appropriés. Nous avons noté que l'analyse et la résolution de problèmes exigeaient le silence et ne pouvaient se faire en présence d'un « bruit blanc » par exemple.
- Notre recherche nous a aussi menés à réaliser que le temps d'interruption est sous-estimé.
- Un document sera préparé pour nos représentants de sections locales lorsque nous aurons terminé notre recherche. Les représentants des sections locales pourront utiliser le document afin d'identifier les enjeux qui doivent être soulevés dans les lieux de travail qui sont en train d'être transformés en un des sites du milieu de travail 2.0.
- Les représentants du SCT ont tenu à souligner que les spécifications venant de TPSGC sont des normes minimales et que les organisations doivent procéder suivant leurs besoins spécifiques.
- Nous prévoyons maintenant qu'un document sera prêt en décembre.

#### **4 c) Revue législative**

C. Danik dépose un rapport écrit sur la revue législative en cours.

#### **4 d) Rapport du Directeur général des opérations**

##### Affaires internes

Le concours interne pour doter le poste d'adjointe à la bibliothèque et à la recherche a été annulé. Un poste à durée déterminée de dix-huit mois d'agent de recherche / négociations a été créé et affiché, car nous n'avons pas réussi à recruter à l'interne. Nous espérons doter le poste dès que possible.

##### Sondages électroniques

La formation a été donnée à la coordonnatrice de service pour remplacer InSite dans la tâche de monter des sondages. Nous serons en mesure d'offrir à l'interne des services de sondages au Bureau national, aux comités et aux sections locales. Les négociateurs et l'agente de recherche ont également suivi la formation.

##### Négociations

Un deuxième appel de volontaires pour siéger au Comité de négociation collective pour les membres de l'ACEP à la Bibliothèque du Parlement a été lancé le 16 octobre. Nous ferons un rapport distinct sur les questionnaires reçus.

##### Dossiers de représentation

Voici la répartition par grands sujets de tous les dossiers de représentation ouverts depuis le début de 2013 :

Absentéisme	3	CNM (prestations)	
Accès à l'information		CNM (frais dentaires)	
Hébergement	29	CNM (DSE)	1
Nominations intérimaires	2	CNM (soins de santé)	1
AIPRP		CNM (réinstallation)	2
Droit d'auteur		CNM (indemnité de déplacement)	
Travail de l'unité de négociation		CNM (déplacements)	
Prestations	4	CNM (DRE)	50
Prime au bilinguisme		Rémunération	15
Carrière et droits d'enregistrement	2	Pension	
Classification	10	Évaluation rendement	37
Code de conduite	3	Dossier personnel	
Consultation	4	Politique	
Mutations	1	Activité politique	
DJR		Protection vie privée	
Assurance invalidité	5	Probation	1
Discipline	19	RAND	
Discrimination	14	Programme de recrutement	
Statut d'emploi	1	Représentation	
Évaluation ergonomique		Démission	1
Évaluation de l'aptitude au travail	2	Retraite	1
Harcèlement	39	Retour au travail	7
Santé et sécurité	7	RIM	1
Santé et sécurité (demande)		Cote de sécurité	2
Horaire de travail	3	Service	1
Horaire de travail (heures suppl.)	2	Dotation	11
Horaire de travail (déplacements)		Dotation (DRE)	2
Droits de la personne		Énoncé de fonctions	6
SIGC	1	Télétravail	4
Assurances Johnson		Employé à durée déterminée	1
Profil linguistique	1	Licenciement	2

Formation linguistique	1	Conditions de travail	
Congés	13	Programme de formation	2
Congés (annuels)		Temps de déplacement	1
Congés (deuil)		Plainte, pratiques de travail injustes	1
Congés (autres)	5	Cotisations syndicales	1
Congés (parlementaires)		Représentation syndicale	3
Congés (maladie)	4	Affectation de travail	3
Congés (non payés)	5	Lieu de travail	
Lettre d'attentes	1	Charge de travail	2
Indemnité de maternité	1	Actes répréhensibles (dénonciation)	1
Évaluation médicale	1		
		<b>Total</b>	<b>343</b>

### Causes devant les tribunaux

#### Boshra et ACEP (Cour fédérale)

L'ACEP poursuit toujours l'affaire des dépens qui lui sont dus.

#### Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

##### Causes

Nous attendons toujours la décision de l'arbitre dans l'affaire **Lebeau** (discrimination – droits de la personne – Statistique Canada) qui a été entendue le 14 mai.

Une décision dans la dernière affaire **Boshra** (plainte contre l'ACEP sur le droit de juste représentation) a été rendue le 15 octobre. Dans sa décision rejetant la plainte, le commissaire de la CRTFP écrit : [Traduction] « *Il est clair que le paragraphe 35 de Boshra 2012 a été libellé de manière à faciliter la demande du plaignant concernant la production de documents. Le défaut du plaignant de se conformer à l'ordonnance ne doit pas lui permettre d'abuser du processus et de retarder les procédures à perpétuité. Il est clair par le défaut du plaignant pendant plus de trois ans et demi de se conformer à l'ordonnance de la Commission, à partir du début de sa demande de contrôle judiciaire et de l'appel à la Cour fédérale et à la Cour d'appel fédérale respectivement, et de son défaut de répondre à la demande de représentations de la Commission, qu'il agit de mauvaise foi. Je conclus que ses actions à cet égard démontrent que ses actions à maintenir sa plainte sont tant frivoles que vexatoires et, à ce titre, j'exerce mon pouvoir discrétionnaire de rejeter la plainte sans audience.* »

##### Rôle d'audiences

Les audiences suivantes sont prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP d'octobre à mars 2014.

Ottawa	2 au 6 déc.	Tulloch (Discrim. – droits pers.)	StatCan
Ottawa	16 au 19 déc. (continuation)	Desfossés (Discrim. – droits pers.)	RHDCC
Ottawa	27 au 31 janv.	Kalonji (Licenciement)	CISR
Winnipeg	13 et 14 mars	Dorn (Discrim. – droits pers.)	RHDCC

Veillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_e.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp)

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_f.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp)

#### **4 e) Rapport du Comité des finances**

R. Brockington mentionne que les membres ont approuvé les scrutins concernant les finances.

- Le système téléphonique fait l'objet d'un examen.
- Les portes de sécurité ont été installées et nous avons dépassé le budget. Le Comité des finances a demandé les raisons de ce dépassement pour sa réunion du 5 novembre.

#### **5) Levée de la séance**

Il est proposé par L. Haméon de lever la séance à 20 h 37.